

L'hon. George C. Nowlan (ministre du Revenu national): Non, je ne suis pas en mesure de le faire. Les députés savent que je n'étais pas à la Chambre hier parce que je m'étais engagé, il y a plusieurs mois, à prendre la parole à la conférence biennale des fonctionnaires s'occupant des questions fiscales du ministère du Revenu national qui se tenait à St. Catharines. J'ai quitté Ottawa avant-hier soir, et malheureusement j'étais absent hier, alors qu'on posait plusieurs questions à mon adresse, dont l'une, détaillée, émanait du chef de l'opposition, qui demandait des renseignements déterminés, tandis que d'autres étaient formulées par le député d'Essex-Est, le député de Laurier et ainsi de suite.

Lorsque je me rendais hier matin à St. Catharines, j'ai vu, au Royal-York, certains administrateurs, avec lesquels j'ai pris une tasse de café en examinant brièvement la situation qui s'était fait jour. Ils m'ont dit qu'ils allaient se réunir plus tard dans la journée avec certains des principaux directeurs de la société et qu'ils auraient avec eux une consultation. Je me suis rendu à St. Catharines pour en revenir tard dans la soirée d'hier, et prendre mon train de retour. J'ai acheté un *Globe and Mail* que j'ai lu après que le train eut quitté Toronto. J'y ai constaté qu'il y avait eu du nouveau au cours de la journée. C'est la première nouvelle que j'ai eue à ce sujet.

On me dit que les hauts fonctionnaires ainsi que M. Bushnell, sont encore à Toronto, mais je crois que les administrateurs ont terminé leur session régulière hier soir. Je n'ai pas encore pu me mettre en communication avec eux. Je ne voudrais formuler aucune déclaration avant d'avoir reçu de la Société des renseignements très détaillés. Je demanderai à la Chambre de me permettre de traiter la question lundi prochain et, entre temps, je pourrai obtenir des renseignements détaillés de la Société sur la véritable situation.

M. Winch: Puis-je poser une question supplémentaire? Le ministre a-t-il relevé dans les journaux une nouvelle, selon laquelle la Société Radio-Canada n'a pas accepté la démission des 32 personnes, je crois. Étant donné que le comité a demandé à trois démissionnaires de comparaître mardi à 9 h. 30 et que les intéressés ont répondu qu'ils viendraient, mais non pas en tant qu'employés, les trois seront-ils protégés à ce titre?

L'hon. M. Nowlan: Je ne sais pas ce que l'honorable député veut dire par "protégés". J'ai dit que je répondrais aux questions lundi, quand j'aurais obtenu des renseignements sûrs et détaillés, ce que je n'ai pas encore.

[M. Winch.]

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Afin que la Chambre connaisse bien tous les faits,—je dois dire que je comprends la situation du ministre et sa décision de remettre à lundi la réponse à quelques-unes des questions,—le ministre mettrait-il à la disposition de la Chambre des copies des déclarations faites à la radio ou à la télévision, ou encore dans les journaux, par le président suppléant de Radio-Canada, au sujet de cette affaire?

L'hon. M. Nowlan: S'il est possible d'en obtenir des copies, je veux bien.

L'IMMIGRATION

PÊCHEURS LETTONIENS—ÉTUDE DE LA REQUÊTE VISANT L'ADMISSION AU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Pourrais-je demander au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration si elle a d'autres renseignements à communiquer à la Chambre concernant les réfugiés lettoniens à Saint-Jean?

L'hon. Ellen L. Fairclough (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Je dois dire que non, mais nous nous tenons au courant. L'honorable député se doute bien que ce problème n'est pas facile à résoudre, mais les fonctionnaires du ministère s'y appliquent et j'espère pouvoir faire une déclaration à ce sujet dès le début de la semaine prochaine.

L'hon. M. Pickersgill: L'honorable ministre pourrait-elle répondre à la question supplémentaire que j'ai posée hier pour ce qui est de savoir si le gouvernement a toujours pour principe de n'expulser personne derrière le rideau de fer?

L'hon. Mme Fairclough: Non, monsieur l'Orateur.

LA PRODUCTION DE DÉFENSE

DÉPÔT DU RAPPORT DE LA "DEFENCE CONSTRUCTION LIMITED"

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Raymond O'Hurley (ministre de la Production de défense): J'ai déposé ce matin la version anglaise du rapport de la *Defence Construction Limited*. Je regrette d'avoir à informer la Chambre que la version française n'est pas encore prête. Je compte avoir bientôt en main des exemplaires en anglais et en français du rapport de la Corporation de disposition des biens de la Couronne, et je m'attends à ce que la copie française du rapport de la *Defence Construction Limited* soit prête d'ici quelques jours.